



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**Réservation de berceaux chez un opérateur de crèches  
d'entreprises pour les besoins des agents du Conseil  
Départemental des Bouches-du-Rhône**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**21 juillet 2025 à 12h**

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**  
**SAM-PCS**  
Hôtel du Département  
52 avenue de Saint Just  
13256 MARSEILLE CEDEX 20

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 – Etendue des prestations.....	4
1.6 – Nomenclature .....	4
1.7 – Renouvellement .....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P.....	4
2.2 - Délai de validité des offres .....	4
2.3 - Forme juridique du groupement .....	4
2.4 - Variantes.....	5
2.5 - Développement durable.....	5
3 - Conditions relatives au contrat .....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres .....	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Critères de jugement des candidatures .....	10
7.3 - Attribution des accords-cadres .....	11
7.4 - Suite à donner à la consultation.....	13
7.4.1 – Négociation .....	13
7.4.2 – Classement final.....	14
8 - Renseignements complémentaires.....	15
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
8.2 - Procédures de recours.....	15

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

**Réservation de berceaux chez un opérateur de crèches d'entreprises pour les besoins des agents du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône**

Ce marché intègre les besoins suivants :

- Assurer la reprise des berceaux actuellement occupés au sein de crèches partenaires
- Assurer la réservation des prochains berceaux destinés aux enfants des agents du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (CD13)
- Garantir la bonne continuité de la prestation jusqu'à la sortie de l'enfant (les bons de commande émis en fin de marché s'exécuteront jusqu'à la sortie de l'enfant)

Lieu d'exécution : Ensemble du département des Bouches-du-Rhône.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la **procédure adaptée ouverte**. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec **minimum et maximum** est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations, pour la période initiale de l'accord-cadre et pour chaque période de reconduction, est défini comme suit :

Montant minimum annuel HT	Montant maximum annuel HT
30 000 €	650 000 €

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Bien que des perspectives d'allotissement ont été envisagées lors du sourcing, il s'avère que la prestation de réservation de berceaux sur l'ensemble du territoire des Bouches-du-Rhône est **indissociable** sur le plan technique. Sur le plan géographique, l'exécution de la prestation serait complexifiée. Tous les prestataires potentiels disposent de crèches en réseau sur l'intégralité du territoire, ce qui permet de répondre à plusieurs vœux des familles qui ne portent pas toujours sur un même secteur géographique. Il est donc primordial pour l'exécution du présent marché qu'un prestataire puisse proposer aux familles plusieurs berceaux sur des secteurs différents.

L'accord-cadre est attribué à un **seul opérateur économique**.

### Forme de prix :

Le marché est passé à **prix unitaires**.

### 1.5 – Etendue des prestations

A titre indicatif et non contractuel, le montant des prestations, basé sur les commandes passées, est estimé à :

Estimations		
Année	Quantité de berceaux réservés	Montants en € TTC
2022	22	42 783 €
2023	26	199 749 €
2024	39	298 276 €

#### A titre informatif :

En fin d'année 2025, en plus des berceaux à reprendre auprès des crèches partenaires du titulaire actuel, environ 10 à 14 nouveaux berceaux seront réservés pour la section des bébés. Les nouvelles réservations pour les autres sections seront à la marge.

En fonction du scénario décrit au CCTP « **le sortant n'est pas le nouveau titulaire** », seuls les berceaux réservés au sein de crèches partenaires seront repris par le nouveau titulaire.

### 1.6 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
85312110-3	Services de crèches et garderies d'enfants

### 1.7 – Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Compléments à apporter aux C.C.T.P et C.C.A.P

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières, ni au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### 2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres. **Dans le cas de négociation, ce même délai sera reporté à compter de la date limite de réception des offres après négociation.**

### 2.3 - Forme juridique du groupement

Chaque marché sera dévolu soit à un candidat unique, soit à un groupement.

**Conformément à l'article R. 2142-20 du Code la commande publique, les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme de groupement conjoint ou de groupement solidaire :**

- le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public,
- le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

**Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.**

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

## **2.4 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **2.5 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

# **3 - Conditions relatives au contrat**

## **3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

La durée du contrat est fixée au CCAP.

## **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de **30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

### Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC) et son annexe 1 "Procédure pour la remise des offres par voie électronique"
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe « Modalités et conditions de traitement des données à caractère personnel »
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le cadre du mémoire technique
- 1 Formulaire DC1 en vigueur au 23/11/2023 et sa notice d'utilisation
- 1 formulaire DC2 en vigueur au 01/04/2019 et sa notice d'utilisation
- 1 DUME (Document Unique de Marché Européen)
- 1 Formulaire DC4 en vigueur au 01/04/2019 et sa notice d'utilisation

*NB : l'acte d'engagement sera remis à l'attributaire du marché uniquement.*

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plate-forme des Marchés Publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le CD13 précise qu'il collecte les données à caractère personnel des candidats téléchargeant le DCE du présent marché. Le téléchargement du DCE vaut accord pour la réutilisation des données collectées dans le cadre de la stratégie achat du CD13, notamment pour la constitution d'une base de données fournisseurs. Ces données sont les suivantes : nom, numéro de téléphone et mail du contact. En cas d'opposition à ce traitement, merci d'adresser un mail à : [dpo13@departement13.fr](mailto:dpo13@departement13.fr)

**Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.** Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

### 5.1 - Documents à produire

**Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :**

**Pièces de la candidature**

*Telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :*

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
<b>Formulaire DC1</b> (lettre de candidature) et <b>Formulaire DC2</b> (déclaration du candidat) ou <b>Document Unique de Marché Européen</b> (D.U.M.E.)	Non

Dans le cas où le candidat souhaite avoir recours aux capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, **notamment un sous-traitant**, il devra obligatoirement renseigner la rubrique **H** du **DC2** (ou la rubrique C de la partie II du DUME). Il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les documents mentionnés dans les tableaux ci-dessous. Il apportera la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché. En cas de sous-traitance, la production du DC4 en pièce de l'offre sera considérée comme suffisante. Dans les autres cas, cette preuve peut être rapportée par tout moyen et notamment par un engagement écrit de l'opérateur économique sur les capacités desquelles le candidat s'appuie.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le <b>chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles</b>	Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les <b>effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années</b>	Non
Liste des <b>principales prestations effectuées au cours des trois dernières années</b> , indiquant le montant, l'année et le destinataire.	Non

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen.

**Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) joints au DCE.**

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

**Si le candidat est une société nouvellement constituée, il devra indiquer la dénomination et l'adresse de l'organisme duquel sa demande d'inscription est en cours et être en mesure de fournir les pièces justifiant cette demande (extrait Kbis par exemple). Il devra fournir toute information permettant de justifier de ses capacités techniques et financières.**

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

### **DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (D.U.M.E.)**

En application de l'article R2143-4 du Code de la commande publique, **l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME), en lieu et place des documents DC1 et DC2 et leurs multiples annexes réclamées, rédigé en français conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7),**

Le DUME est disponible en version électronique au format .xml. permettant de renseigner le document e-DUME directement sur un des deux sites web :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=f>

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il doit être dûment rempli par une personne habilitée à engager la société.

**Un DUME doit être remis.**

Si l'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants utilisent le DUME, toutes les informations exigées au titre des DC1 et DC2 devront être obligatoirement renseignées.

**L'opérateur économique, et ses éventuels cotraitants ou sous-traitants ne sont pas dispensés de remplir les sections A, B et C de la partie IV « critères de sélection ».**

Un opérateur économique qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autre entités (y compris un sous-traitant), doit fournir à la fois son DUME et un DUME distinct pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct doit être remis pour chacun des cotraitants.

Les DUME de chacun des opérateurs devront contenir les informations demandées **dans la partie I, dans les sections A et B de la partie II, dans les sections de la partie III, IV et VI.**

Les candidats qui souhaitent réutiliser un DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables en application de l'article R2143-4 3ème alinéa du Code de la commande publique et que ces informations soient adaptées aux exigences de l'acheteur.



## Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
<b>Le mémoire technique justificatif</b> des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat ( <b>utiliser, pour la réponse, le cadre de mémoire technique prévu à cet effet</b> ). <i>En cas d'absence ou de réponse incomplète sur l'un des éléments du mémoire, il en sera tenu compte dans la notation (jusqu'à la possibilité d'affecter une note nulle) sans que cela n'entraîne pour autant l'irrégularité de l'offre.</i>	Non
<b>Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)</b>	Non
<b>Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)</b>	Non
<b>En cas de sous-traitance, le DC4 dûment complété</b>	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

**Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.**

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement13.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

### Conditions envoi copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

L'enveloppe portera obligatoirement la mention :

"Marché pour ....

Copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement

en date du ..... à .....heure(s) .....minute(s)..... seconde(s)

NE PAS OUVRIR"

N° SIRET.....

**Cette copie devra être remise contre récépissé du lundi au vendredi, de 9h à 12h00 et de 14h00 à 16h00 ou envoyée par pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :**

**Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône  
SAM-PCS  
Bureau B6020  
Hôtel du Département  
52, Avenue de Saint Just  
13256 MARSEILLE CEDEX 20**

Les formats des documents demandés sont indiqués dans l'annexe.n°1 au présent document intitulé : "Procédure pour la remise des plis par voie électronique".

**La signature électronique du contrat par l'attributaire est autorisée dans le cadre de cette consultation.**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## **7 - Examen des candidatures et des offres**

### **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

### **7.2 - Critères de jugement des candidatures**

- **Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales.** Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous-traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux.

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.**

### 7.3 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

**Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

Critères	Pondération
<b>1-Prix des prestations</b>	<b>40.0 %</b>
<b>2-Qualité de la prestation</b>	<b>50.0 %</b>
<i>2.1 – Prévention et communication en cas d'incident</i>	20.00
<i>2.2 – Etendu du réseau de crèches</i>	20.00
<i>2.3 – Outils proposés dans le cadre du suivi de la prestation</i>	10.00
<b>3-Critère environnemental</b>	<b>10.0 %</b>
<i>3.1 – Présentation des process, outils, modalités de contrôle et d'actions visant à garantir le respect des exigences en termes alimentaire (part circuit court, part de biologique), types et origine des jouets normés, des produits d'entretien (absence de perturbateurs endocriniens)</i>	10.00

**Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.**

#### ➤ METHODE D'ANALYSE DU CRITERE N°1 – PRIX DES PRESTATIONS (40)

L'analyse sera effectuée sur la base du montant total du DQE en € TTC. La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère est la suivante :

$$N_i = 40 \times P_m/P_i$$

Dans laquelle :

**N<sub>i</sub>** est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i),

**P<sub>i</sub>** est le prix de l'offre du candidat (i),

**P<sub>m</sub>** est le prix de l'offre la moins disante.

Lors de l'examen des offres, une vérification matérielle des offres de prix des candidats sera effectuée. Dans le cas de discordance constatée dans une offre, les prix indiqués dans le bordereau des prix prévaudront et les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans le devis quantitatif estimatif seront rectifiées.

**Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail quantitatif estimatif qui sera pris en compte.**

➤ **METHODE D'ANALYSE DU CRITERE N°2 – QUALITE DE LA PRESTATION**  
**(50)**

L'analyse sera effectuée sur la base du cadre de mémoire technique (voir détail). Chaque réponse à un item sera évaluée selon l'échelle de notation suivante, auquel sera ensuite affecté le total des points de l'item :

<b>Note du sous-critère</b>	<b>Appréciation</b>
5/5	<b>Excellent</b> (problématique traitée, réponse démontrant une expertise du candidat, voire sa plus-value comparativement aux autres offres)
4/5	<b>Très satisfaisant</b> (problématique traitée, réponse démontrant la bonne compétence du candidat)
3/5	<b>Moyennement satisfaisant</b> (Problématique traitée dans son ensemble mais défaut de précision sur plusieurs points)
2/5	<b>Peu satisfaisant</b> (problématique traitée mais de manière incomplète, informations manquantes, réponse confuse)
1/5	<b>Insuffisant</b> (Problématique superficiellement traitée, informations incomplètes, trop générales, voire non adaptées au marché, présence d'incohérences, de contradictions)
0/5	<b>Aucun renseignement</b> (Sans pour autant constituer une irrégularité de l'offre)

Les notes seront ensuite additionnées pour obtenir la note du sous-critère. Les notes obtenues à chaque sous-critère seront-elles-mêmes additionnées pour obtenir la note du critère.

Le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé sur le critère « Qualité des prestations » par addition des notes obtenues aux sous-critères se verra ensuite attribuer la meilleure note au titre du critère « Qualité des prestations » soit 50/50, et l'ensemble des notes sera calculé selon la formule suivante :

$$N_i = 50 \times NQ_i / NQ_m$$

Dans laquelle :

**N<sub>i</sub>** est la note « Qualité de la prestation » attribuée à l'offre du candidat (i),

**NQ<sub>i</sub>** est la note « Qualité de la prestation » du candidat (i),

**NQ<sub>m</sub>** est la note « Qualité de la prestation » du candidat (m) ayant eu la meilleure note.

➤ **METHODE D'ANALYSE DU CRITERE N°3 – CRITERE ENVIRONNEMENTAL (10)**

La réponse au critère « Critère environnemental » sera évaluée sur la base du cadre de mémoire technique (voir détail) selon l'échelle de notation suivante :

<b>Note du sous-critère</b>	<b>Appréciation</b>
5/5	<b>Excellent</b> (problématique traitée, réponse démontrant une expertise du candidat, voire sa plus-value comparativement aux autres offres)
4/5	<b>Très satisfaisant</b> (problématique traitée, réponse démontrant la bonne compétence du candidat)
3/5	<b>Moyennement satisfaisant</b> (Problématique traitée dans son ensemble mais défaut de précision sur plusieurs points)
2/5	<b>Peu satisfaisant</b> (problématique traitée mais de manière incomplète, informations manquantes, réponse confuse)
1/5	<b>Insuffisant</b> (Problématique superficiellement traitée, informations incomplètes, trop générales, voire non adaptées au marché, présence d'incohérences, de contradictions)
0/5	<b>Aucun renseignement</b> (Sans pour autant constituer une irrégularité de l'offre)

Le candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé sur le critère environnemental se verra ensuite attribuer la meilleure note au titre du critère environnemental soit 10/10, et l'ensemble des notes sera calculé selon la formule suivante :

$$N_i = 10 \times N_{Ti} / N_{Tm}$$

Dans laquelle :

**N<sub>i</sub>** est la note « Critère environnemental » attribuée à l'offre du candidat (i),

**N<sub>Ti</sub>** est la note « Critère environnemental » du candidat (i),

**N<sub>Tm</sub>** est la note « Critère environnemental » du candidat (m) ayant eu la meilleure note.

#### **7.4 - Suite à donner à la consultation**

##### **7.4.1 – Négociation**

**Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de recourir à une négociation.**

Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

**La négociation sera menée avec les 3 candidats arrivés en tête de classement selon les modalités suivantes : négociation orale (en présentiel ou en distanciel) ou écrite.** La négociation pourra se dérouler en un ou plusieurs tours.

Toutefois, le marché pourra être attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Dans ce cas, en application des articles R2152-2, R2152-3 à R2152-5 et L2152-5 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées, inacceptables ou anormalement basses seront éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, conformément à l'article R2152-1 du Code de la commande publique. En application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre, sans avoir recours à la négociation ou à la régularisation des offres irrégulières.

#### **7.4.2 – Classement final**

**Les notes finales obtenues à chaque critère de jugement des offres seront additionnées pour donner une note totale sur 100 pour chacun des candidats et donnera lieu à un classement.**

La note s'entend 2 chiffres après la virgule. Le cas échéant, l'arrondi sera effectué au centième supérieur.

**L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat individuel ou en cas de groupement, chaque membre du groupement, et le(s) éventuel(s) sous-traitant(s) justifie ne pas être dans un des motifs d'exclusion. A ce titre il devra remettre, dans un délai qui lui sera précisé ou par voie électronique les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 et R2143-16 du Code de la commande publique.**

Le candidat qui est établi hors de France et qui envisage de détacher temporairement un salarié sur le territoire national pour l'exécution de ce marché doit en informer le pouvoir adjudicateur et fournir, avant le début de détachement, en application des articles L.1262-4 et R.1263-12 du Code du travail, les documents ci-après :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du Code du travail.
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2 du Code du travail.

Afin de simplifier le dépôt des offres, les candidats ne sont plus tenus de signer l'offre présentée. En revanche, l'acte d'engagement signé sera exigé du seul candidat auquel est envisagé d'attribuer le marché qui devra strictement se conformer à l'offre qu'il aura déposée et pour laquelle il est engagé.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera l'acte d'engagement avant de l'adresser, par voie électronique au travers du profil d'acheteur, non revêtu de sa signature, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplira alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signera manuscritement et le retournera via le profil d'acheteur à ce dernier, dans un délai qui lui sera précisé par voie électronique.

Dans le cas où l'attributaire pressenti ne signerait pas son offre dans le délai imparti, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après pourra être sollicité directement.

En cas de sous-traitance, le formulaire DC4 ou la déclaration de sous-traitance remis au stade du dépôt de l'offre par le candidat sera joint à l'acte d'engagement pour signature par le candidat et son sous-traitant.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement13.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13002 MARSEILLE

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Marseille  
31 Rue Jean François Leca  
13002 MARSEILLE

Tél : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

